

**Convention collective**

IDCC : 9032. – **PRODUCTEURS DE L'HORTICULTURE,  
DE LA PÉPINIÈRE  
(ALLIER)  
(19 juin 1970)**

(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1971,  
*Journal officiel* du 7 août 1971)

**AVENANT N° 60 DU 15 JANVIER 2008**

NOR : *AGRS0897057M*

IDCC : 9032

Entre :

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT de l'Allier ;

La fédération agriculture CFTC ;

L'union départementale des syndicats FO de l'Allier ;

L'union départementale CFDT de l'Allier,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le premier alinéa du paragraphe *b* de l'article 21 « Suspension du contrat de travail » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« Sous réserve des dispositions de l'article L. 122-45 du code du travail, l'absence pour maladie ou accident non professionnels du salarié ne peut en elle-même fonder une décision de licenciement que si elle entraîne une désorganisation de l'entreprise et nécessite le remplacement définitif du salarié absent. »

**Article 2**

L'intitulé du chapitre XII est abrogé et remplacé par le suivant : Chapitre XII. – Régime complémentaire de retraite et de prévoyance.

### Article 3

Les dispositions de l'article 37 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 37.1

##### *Retraite complémentaire*

Dans les conditions fixées par la convention collective du 7 juillet 1965, étendue par arrêté ministériel du 28 mars 1967, instituant un régime complémentaire de retraite et de prévoyance pour les salariés des exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, d'horticulture et de pépinières de l'Allier, tout employeur entrant dans le champ d'application de la présente convention doit adhérer pour son personnel non cadre à la caisse mutuelle autonome de retraite complémentaire agricole (CAMARCA retraite), dont le siège est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

#### Article 37.2

##### *Garantie décès*

##### I. – Affiliation

Les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de travail des producteurs de l'horticulture, de la pépinière du département de l'Allier adhérent au règlement établi par Agri-Prévoyance afin de faire bénéficier leurs salariés de la garantie décès selon les modalités précisées ci-après.

Tous les salariés des entreprises susmentionnées, à l'exception des cadres bénéficiaires de la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952, sont affiliés à cette garantie.

##### II. – Prestations

##### 1. Ouverture des droits

Le droit au capital décès est ouvert du chef d'un salarié dont le décès survient pendant la période d'affiliation.

Sous réserve que l'indemnisation résulte d'une interruption de travail survenue pendant l'exercice d'une activité dans une entreprise adhérente, sont considérées comme des périodes d'affiliation les périodes pendant lesquelles le participant est :

- indemnisé pour maladie, maternité ou accident du travail au titre du régime des assurances sociales agricoles ;
- titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente accident du travail, pour une incapacité au moins égale aux 2/3 ;
- en situation de chômage indemnisé.

Dans tous les cas où une allocation décès est servie par le régime de l'UNEDIC, le montant global de cette allocation est déduit du montant du capital, majoré le cas échéant dans les conditions prévues ci-après. Lorsque le montant de cette allocation est égal ou supérieur à celui du capital décès, ce dernier n'est pas servi.

La garantie est maintenue durant la période de 30 jours suivant le départ du salarié de l'entreprise adhérente s'il n'a pas repris d'activité professionnelle.

Les droits peuvent également être attribués du chef d'un retraité affilié à la garantie décès immédiatement après la cessation de son activité pour le départ à la retraite et ayant à la date de son décès au moins 1 enfant à charge.

## 2. Montant des prestations

### a) Capital décès

Un capital égal à 100 % du salaire annuel de base est versé aux ayants droit bénéficiaires définis ci-après.

Le montant de ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge.

Sont réputés enfants à charge :

- les enfants nés ou élevés âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
- les enfants nés ou élevés âgés de 18 à 25 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, appelés sous les drapeaux au titre du service national ou demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et non indemnisés par le régime assurance chômage géré par l'UNEDIC ;
- les enfants nés ou élevés invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

Le salaire retenu est celui qui correspond aux cotisations versées au compte du salarié pendant les 4 trimestres civils ayant précédé :

- le décès ou la maladie en cas de décès d'un participant en activité ;
- ou la cessation d'activité en cas de décès d'un retraité.

Lorsque la période d'affiliation ne comporte pas 4 trimestres mais au moins 30 jours au cours des 12 derniers mois, le capital décès est basé sur le salaire de 1 année calculé à partir des salaires sur lesquels le salarié a cotisé depuis son affiliation à la garantie décès.

Lorsque la période d'affiliation est inférieure à 30 jours, le capital décès est égal à 30 fois le salaire journalier du participant.

Le salaire est revalorisé dans les mêmes conditions que les salaires servant de base de calcul des pensions de vieillesse des assurances sociales, compte tenu des coefficients de revalorisation fixés par arrêté et applicables à la date du décès.

### b) Rente éducation pour orphelins

Lorsqu'un participant tel que défini ci-dessus, sous réserve toutefois qu'il justifie de 12 mois, continus ou non, d'affiliation à la garantie décès, laisse à son décès un ou plusieurs orphelins ou un ou plusieurs enfants se trouvant à la date de son décès à sa charge au sens fiscal du terme, chacun d'eux ouvre droit à une rente éducation.

Le montant annuel de cette rente est égal au produit du nombre de points « Prévoyance » par la valeur du point au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire au titre de laquelle la rente est due.

Ce nombre de points est égal à :

- 50 pour les orphelins âgés de 0 à 10 ans ;
- 75 pour les orphelins âgés de 11 à 17 ans ;
- 100 pour les orphelins âgés de 18 à 25 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

L'âge à prendre en considération est :

- pour l'ouverture des droits et le nombre de points, celui constaté au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours au moment du décès, l'année scolaire étant réputée débiter le 1<sup>er</sup> septembre et se terminer le 31 août ;
- pour le montant des annuités successives, celui constaté au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année scolaire.

La première annuité de la rente est due :

- dans sa totalité pour les décès survenant du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre ;
- à hauteur des 2/3 pour les décès survenant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril ;
- à hauteur de 1/3 pour les décès survenant du 1<sup>er</sup> mai au 31 août.

La première annuité ou fraction d'annuité est payée lors du paiement du capital décès.

Par la suite, le versement de la rente est effectué avant le 31 octobre de chaque année scolaire, sous réserve de la production des pièces justifiant la scolarité pour les orphelins âgés de plus de 18 ans.

Sur demande du bénéficiaire, le versement pourra être effectué trimestriellement.

### c) Indemnité frais d'obsèques

L'indemnité frais d'obsèques est attribuée au participant non retraité, s'il a lui-même supporté les frais d'obsèques, en cas de :

- décès du conjoint non séparé de corps ;
- décès du concubin ;
- décès d'un enfant à charge ;

L'indemnité frais d'obsèques versée est égale à un pourcentage du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

Ce pourcentage est fixé chaque année par le conseil d'administration d'Agri-Prévoyance.

## 3. Bénéficiaires

Le capital décès est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que l'assuré ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant de 2 ans au moins de vie commune ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations pour enfant à charge, chacune de ces majorations est versée directement à la personne au titre de laquelle elle est accordée ou à son représentant légal.

#### 4. Invalidité absolue et définitive

Est assimilée au décès l'invalidité absolue et définitive interdisant au salarié toute activité rémunérée et lui permettant de bénéficier de l'assistance d'une tierce personne au sens de la législation des assurances sociales agricoles ou des accidents du travail agricole.

Dès lors que la preuve de cette invalidité avec tierce personne a été fournie à Agri-Prévoyance, le participant recevra par anticipation le montant du capital garanti en cas de décès, payable en 24 mensualités.

Agri-Prévoyance se réserve le droit d'exiger la production de tout document pouvant justifier de l'état d'invalidité et de faire procéder à toute enquête ou à tout examen qu'elle jugera utile.

En cas de désaccord, il est procédé à une expertise par un médecin désigné d'un commun accord, par les deux parties, avant tout recours aux tribunaux.

#### 5. Risques exclus

Sont couverts tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre ;
- du fait volontaire des bénéficiaires désignés au 3 ci-dessus.

#### 6. Demande de la garantie décès

##### 1. *Demande du capital décès*

Le capital décès est liquidé sur demande du ou des bénéficiaires assortie des pièces justificatives demandées par Agri-Prévoyance et déposées soit auprès de la caisse de mutualité sociale agricole, soit directement auprès de Agri-Prévoyance.

Le bénéfice de la rente éducation orphelins est examiné au moment de la demande de capital décès.

##### 2. *Demande de l'indemnité frais d'obsèques*

La demande d'indemnité frais d'obsèques doit être, sous peine de déchéance, déposée dans les 6 mois suivant le décès.

### III. – Cotisation

La garantie est financée par une cotisation égale à 0,40 % des salaires bruts versés aux salariés définis au I ci-dessus et supportée à hauteur de 0,24 % par l'employeur et de 0,16 % par le salarié.

#### **Article 4**

Le présent avenant, dont les parties demandent l'extension, est conclu pour une durée indéterminée.

Fait à Yzeure, le 15 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)